

FAITS SAILLANTS DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LA BIODIVERSITÉ: SAMEDI 3 DÉCEMBRE 2016

Le SHN a tenu sa dernière journée le samedi 3 décembre, les délégués s'y réunissant, le matin, dans deux tables rondes parallèles sur les forêts et sur la pêche et l'aquaculture. L'après-midi, le SHN s'est réuni en plénière de clôture pour adopter la Déclaration de Cancún sur l'intégration de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité pour le bien-être. Les délégués ont également mis en exergue des actions renforcées visant à réaliser les Objectifs d'Aichi sous l'égide des Coalitions et Engagements de Cancún pour une mise en œuvre renforcée.

LA TABLE RONDE SUR LES FORÊTS

Le modérateur Jorge Rescala, directeur de la Commission nationale des forêts, Mexique, a souligné l'importance des forêts pour les médicaments, la séquestration du carbone, la biodiversité et les communautés. L'INDE a souligné que l'intégration englobe l'incorporation de la gestion durable des forêts dans la réduction de la pauvreté et dans le SPANB. La FINLANDE a mis en relief l'importance des programmes de conservation pour la protection des forêts et a appelé à l'application d'une gestion durable pour sauvegarder la biodiversité des forêts.

La SUEDE a déclaré que les forêts ont en réserve bon nombre de nos solutions futures pour une ère post-fossile, y compris les services écosystémiques. La POLOGNE a indiqué que les activités traditionnelles dans les forêts peuvent accroître la séquestration du carbone et les zones riches en biodiversité. La FAO a déclaré que l'intégration de la diversité biologique dans les politiques nationales accroît à la fois la production vivrière et la couverture forestière.

L'AFRIQUE DU SUD, avec l'ÉQUATEUR, le NÉPAL et le MYANMAR, a souligné l'importance de la participation des communautés dans la gestion et l'utilisation durable des ressources naturelles. La MALAISIE a souligné l'importance d'établir des connexions aux zones écologiquement sensibles et, avec le ZIMBABWE, le MYANMAR, le NÉPAL, le BHUTAN et d'autres, a appelé au renforcement des capacités et à des ressources humaines et financières.

L'ÉQUATEUR a souligné qu'à travers une réforme constitutionnelle, le taux de déboisement a été réduit de 49% à l'échelle nationale. La ROUMANIE a souligné l'importance: du zonage fonctionnel des forêts; de l'harmonisation de la gestion des forêts et des AP; et de l'extension des systèmes de certification forestière. Le CAMEROUN a souligné la nécessité d'harmoniser les approches de conservation et de gestion durable conformément aux objectifs d'Aichi.

Annonçant une contribution volontaire dans le cadre du Défi de Bonn pour reboiser et promouvoir la régénération de 12 millions d'hectares, le BRÉSIL a souligné l'importance d'adapter les stratégies aux réalités nationales. Le ZIMBABWE a souligné le rôle crucial que les forêts jouent dans le maintien des moyens de subsistance humains et dans l'aide aux communautés à s'adapter au changement climatique. Le MYANMAR a souligné le rôle essentiel des communautés dépendant de la forêt dans la gestion des forêts.

Le délégué du NÉPAL a parlé des inventaires forestiers nationaux et des réussites du pays dans la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages.

Le NICARAGUA a indiqué que les AP et les biosphères sont gérées de manière responsable au niveau national en vue de réduire les impacts négatifs sur la biodiversité. La RÉPUBLIQUE TCHEQUE, avec SINGAPOUR, a souligné l'importance de l'adoption d'approches intégrées soutenant à la fois l'économie et la biodiversité.

Le RWANDA a parlé des avantages et opportunités offerts par les forêts, comme les biens et services environnementaux. La ZAMBIE a souligné l'importance d'une participation accrue des parties prenantes dans la formulation des plans et aménagements forestiers durables. Le Pérou a déclaré que le patrimoine culturel dépendait de la biodiversité et de la conservation des forêts, et qu'une intégration réussie de la diversité biologique contribue à l'adaptation aux effets des changements climatiques et à leur atténuation. HAÏTI a souligné l'importance des savoirs traditionnels et de la création de nouvelles AP pour l'amélioration des services écosystémiques.

La COLOMBIE a parlé des effets de la guerre sur les forêts et a mis en exergue ses plans de récupération et de restauration. L'UGANDA a souligné son engagement à mettre en œuvre les ODD tout en protégeant ses forêts. Le CANADA a parlé d'un travail étroit avec le gouvernement, les peuples autochtones et les divers intervenants, visant à promouvoir le secteur forestier, soulignant son caractère intégré et axé sur les sciences et les politiques. L'ARGENTINE a présenté sa loi sur la conservation des forêts autochtones, soulignant que la loi change le paradigme de l'aménagement du territoire. La TURQUIE a souligné que les discussions sur la biodiversité et le développement ne concernent pas seulement les questions transversales, mais également les questions qui se chevauchent.

La FEDERATION DE RUSSIE a souligné: le rôle de la biodiversité dans l'éradication de la pauvreté; les forêts en tant que puits de carbone; et les efforts déployés dans le cadre de la lutte contre l'abattage illégal. Notant que la course à la richesse a mené à la catastrophe écologique, le VENEZUELA a souligné que l'expansion capitaliste a provoqué un scénario apocalyptique, menaçant les moyens de subsistance des êtres humains. L'INDONÉSIE a parlé de ses efforts nationaux en matière de réglementation visant à intégrer la biodiversité.

Le BHUTAN a présenté des données scientifiques solides sur les services écosystémiques des forêts. Le BENIN a attiré l'attention sur la nécessité d'harmoniser les politiques forestières et agricoles qui traitent également du changement climatique. La BOLIVIE a souligné que les fonctions forestières doivent être protégées de manière holistique, tout en préservant les droits de l'Homme et ceux de la Terre Mère. SAMOA a souligné le rôle que joue la restauration forestière dans la promotion de la sécurité alimentaire, de la santé environnementale et de la croissance économique.

LA TABLE RONDE SUR LA PÊCHE ET L'AQUACULTURE

Le modérateur, M. José Calzada, Ministre de l'agriculture, de l'élevage, du développement rural et de la pêche, Mexique, a rappelé aux délégués que la protection de la biodiversité marine est en retard par rapport aux efforts visant à protéger la biodiversité terrestre. L'ESTONIE a parlé d'approches intersectorielles permettant de reconstituer les stocks de saumon. Le JAPON a

décrit l'AMP de Shiretoko où la gestion durable des pêches est assurée par cogestion. Le PEROU a parlé d'actions entreprises pour réduire la vulnérabilité, à travers des mesures d'adaptation et de réglementation de la pêche. Appelant à une approche intersectorielle de la gouvernance intégrée des océans, la REPUBLIQUE DE CORÉE a rendu compte du Dialogue mondial de l'Initiative océanique durable, qui s'est tenu à Séoul en septembre 2016.

La FAO a signalé que le poisson fournit aux pauvres de la planète plus de 50% de leur apport en protéines et que, par conséquent, la conservation de la biodiversité est liée à la réduction de la pauvreté. Le délégué des SEYCHELLES a souligné la nécessité à la fois d'une coopération renforcée au niveau régional, d'échanges d'informations et d'un environnement sain, comme base pour la sécurité alimentaire.

Annonçant son intention de créer deux nouvelles AMP, le CANADA a demandé que des communications ambitieuses, transparentes et crédibles soient établies sur les Objectifs d'Aichi. Le TONGA a appelé à un renforcement de la collaboration entre les partenaires au développement, les gouvernements, les communautés locales et les autres parties prenantes concernées pour assurer une intégration efficace de la biodiversité dans la gestion des pêches.

L'UE a souligné l'importance d'inclure dans la Déclaration de Cancun des actions visant à lutter contre la pêche illégale, a mis en exergue la nécessité d'un financement adéquat pour la gestion des AMP; et a appelé à l'augmentation de la recherche sur les océans. BELIZE a noté que le programme de pêche du pays est guidé par une science saine, la sécurisation des pêcheries pour les pêcheurs, la gestion communautaire et l'identification de marchés à valeur élevée pour assurer la pérennité du secteur. L'AFRIQUE DU SUD a averti que l'aquaculture peut avoir des impacts négatifs importants, y compris le transfert de maladies, et a souligné que le poisson sauvage capturé est essentiel à la sécurité alimentaire.

Le PANAMA a souligné la nécessité de mettre en œuvre l'Accord sur les mesures de l'Etat du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN); et du paragraphe des expériences en matière de mise en application du Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO. L'INDONESIE et le MAROC ont rendu compte de leurs efforts en matière de lutte contre la pêche illégale. Le VENEZUELA a rendu compte de l'interdiction nationale du chalutage de fond pour éviter la destruction du fond marin et réduire la surpêche, ainsi que de mesures visant à reconnaître la pêche artisanale et ses droits ancestraux.

La NAMIBIE a signalé que quatre zones écologiquement ou biologiquement importantes (EBSA) ont été identifiées dans la juridiction du pays et a appelé à la mise au point d'outils de gestion efficaces pour la protection de ces zones. Le délégué des ILES COOK a souligné les avantages des AMP gérées par la collectivité.

Le TCHAD a parlé des défis auxquels sont confrontés les pêches continentales et a appelé à des sources de financement novatrices et durables pour la mise en œuvre d'un plan de pêche durable. Le représentant des EMIRATS ARABES UNIS a déclaré que divers stocks halieutiques constituaient la base de la sécurité alimentaire. Le représentant des MALDIVES a parlé des plans de gestion du pays pour les pêcheries de récifs coralliens.

La NORVEGE a déclaré que tous ses stocks commerciaux sont maintenant exploités durablement et que les subventions liées à la pêche ont été éliminées. L'ESPAGNE a informé les délégués d'une augmentation des AMP nationales de 8% et a souligné la création de zones non chalutières. MALTE a indiqué que l'intégration est nécessaire pour le maintien du capital naturel des générations futures.

COALITIONS ET ENGAGEMENTS DE CANCUN POUR UNE MISE EN ŒUVRE AMELIOREE:

Le Secrétaire exécutif de la CDB, Dias, a indiqué qu'il avait invité les parties à fournir des exemples de mesures prises pour mettre en œuvre des objectifs particuliers d'Aichi; Et que 20 soumissions ont déjà été reçues et qu'elles seront affichées sur le site Web de la CDB. A cet égard, la FRANCE a fait état des travaux de l'Initiative internationale sur les récifs coralliens et des engagements pris par les membres pour lutter contre le blanchiment des coraux, interdire le dragage près des récifs coralliens et lutter contre les micro-plastiques et, en particulier, les sacs en plastique à usage unique. Les PAYS-BAS ont présenté l'Initiative sur les pollinisateurs en soulignant l'importance des pollinisateurs pour la production alimentaire future, et son engagement à mener de nouvelles recherches. Le BRESIL a décrit ses initiatives visant à: combattre les SAI, protéger les espèces menacées et créer un sanctuaire de baleines de l'Atlantique Sud. L'ALLEMAGNE a rendu compte de son initiative internationale sur le climat et de son engagement à fournir un financement annuel de 500 millions d'euros pour soutenir les projets liés au climat et à la biodiversité, y

compris ceux qui ont rapport avec les Objectifs d'Aichi. Le JAPON a décrit les initiatives de renforcement des capacités en matière de traitement des Objectifs d'Aichi, réalisées à travers le Fonds pour la biodiversité du Japon créé dans le cadre du Secrétariat de la CDB.

Présentant un rapport sur les EEE, la NOUVELLE-ZELANDE: a parlé de son soutien au Défi d'Honolulu sur les EEE présenté par l'UICN; a appelé tous les partenaires potentiels à élaborer un programme de travail sur les EEE; et a souligné que la réalisation de tous les Objectifs d'Aichi exige une forte volonté politique et l'engagement des CAL.

S'exprimant sur l'opérationnalisation du Protocole de Nagoya, l'AFRIQUE DU SUD a souligné l'importance d'un partage juste et équitable des avantages découlant de la biodiversité, mettant en relief la nécessité de soutenir les pays qui n'ont pas de cadre réglementaire national.

Le PEROU a abordé la nécessité de maintenir la diversité génétique des plantes cultivées, des animaux d'élevage et animaux domestiques et des espèces sauvages apparentées, y compris les stratégies visant à réduire l'érosion génétique et à sauvegarder la diversité génétique.

LA PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

Les délégués ont adopté par acclamation la Déclaration de Cancun sur l'intégration de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique pour le bien-être. Miguel Ruíz Cabañas, Ministère des Affaires étrangères du Mexique, a parlé de manière laudative de l'importance de la Déclaration, appréciant les efforts de tous ceux qui ont participé à son élaboration. Le président de la SHN, Pacchiano, s'est félicité du message politique fort que la Déclaration de Cancun enverra à tous les pays. La Déclaration complète peut être téléchargée à l'adresse suivante: <http://tinyurl.com/zmd9pe2>

Le Guatemala, parlant au nom des Pays riches en biodiversité, aux vues similaires, a reconnu l'importance des AP dans la promotion de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique pour la concrétisation des objectifs d'Aichi et de l'Accord de Paris, entre autres. Le Samoa, parlant au nom des PAYS INSULAIRES DU PACIFIQUE, a souligné qu'il était temps de renforcer la complémentarité entre la conservation de la biodiversité et la réduction de la pauvreté, et a invité les pays à aider à la mise en œuvre du "S.A.M.O.A Pathway".

L'Egypte, pour le GROUPE AFRICAINE, a appelé à la création d'un environnement propice qui permettra aux pays africains de suivre les développements récents dans les domaines de la géo-ingénierie, de la biologie synthétique, de la biodiversité marine et côtière, de l'évaluation et de la gestion des risques. Le délégué a réitéré la proposition de l'Egypte d'accueillir la COP 14 de la CDB, ainsi que la COP-MOP 8 du protocole de Cartagena et la COP-MOP 3 du protocole de Nagoya respectivement. La Slovaquie, pour l'UE, a souligné: le rôle crucial du secteur privé; la nécessité d'accroître les synergies avec d'autres processus; et l'importance de décisions concrètes concernant l'intégration. Le Pérou, au nom du GRULAC, a souligné que la biodiversité doit être intégrée et traitée de manière holistique et a demandé un appui financier et technique pour une mise en œuvre réussie.

Le Directeur Exécutif de la CDB, Dias, a remercié le Mexique pour sa vision dans son accueil de ce SHN interministériel avant les négociations visant à promouvoir l'intégration de la biodiversité. Le président du SHN, M. Pacchiano, a clos la séance à 18 h 34.

DANS LES COULOIRS

Avec l'adoption de la Déclaration de Cancun, les rideaux ont été tirés sur le tout premier SHN tenu avant les négociations principales lors d'une réunion de la CDB. Beaucoup ont salué la Déclaration de grande envergure et indiqué que les négociateurs sont maintenant préparés pour la «Conférence des Nations Unies sur la Biodiversité», qui comprend la COP de la CDB et les COP-MOP du Protocole de Cartagena et de Nagoya. Prêt à prendre le manchon, un négociateur enthousiaste a partagé, "c'est à nous, maintenant, de prendre en considération les avertissements de nos ministres sur les menaces posées à la biodiversité surpassant les limites de la planète, et de trouver un consensus sur des actions concrètes permettant d'intégrer la biodiversité et de mettre en œuvre les Objectifs d'Aichi".

En prévision du tout prochain processus de négociation qui commence sérieusement dimanche, certains délégués ont averti qu'avec une COP et deux COP-MOPs regroupées dans une période de deux (et non trois) semaines et avec des milliers de pages de documents de fond à lire, les négociateurs vont devoir bouger à la vitesse de la foudre pour finir ce programme super chargé.